L’intersyndicale Éducation dénonce la répression disciplinaire, administrative, policière et judiciaire contre le mouvement lycéen.

Depuis septembre, un mouvement d’une ampleur exceptionnelle s’est levé pour défendre le Service public d’Éducation. La mobilisation lycéenne est celle d’une jeunesse qui se révolte contre le saccage de l’école publique : classes surchargées, manque de personnels enseignants, éducatifs et psy-médico-sociaux, d’AESH, locaux dégradés, conditions d’étude et de travail indignes.

En réponse, et davantage encore depuis le retour des vacances d’automne, la présence policière s’est massifiée devant l’ensemble des établissements, les interventions des forces de l’ordre se sont multipliées. Les pressions et sanctions administratives de la part du rectorat et de certains chef·fes d’établissement qui s’en sont fait les relais, commencent à s’abattre sur les élèves et les personnels. Entre le lundi 2 et le vendredi 8 novembre, au moins 70 personnes ont été placées en garde à vue suite à des arrestations devant les lycées, dont au moins 40 sur les seules journées du lundi et du mardi.

Par ce communiqué de presse intersyndical, SUD éducation, la CNT, le SNES-FSU, la CGT-éduc’action, LDC, FO et la FCPE souhaitent dénoncer la responsabilité du Recteur d’académie et des chef·fes des établissements concernés dans la violente répression qui s’abat actuellement sur nos lycéen·nes et nos collègues. Nous dénonçons, d’une part, le dévoiement des conseils de disciplines convoqués en nombre contre les élèves mobilisés pour réprimer le mouvement lycéen et, d’autre part, les nombreuses convocations hiérarchiques abusives ayant pour unique but de faire taire les collègues mobilisé·es.

Plutôt que d’entendre les lycéen·nes mobilisé·es, et de leur garantir leur droit à l’expression, le ministère, le rectorat et certains chef·fes d’établissement font le choix de la répression, de l’intimidation et de l’humiliation, espérant ainsi faire taire une jeunesse dont la conscience citoyenne est saluée partout.

C’est pourquoi l’intersyndicale appelle à cesser dès aujourd’hui cette répression indigne et massive contre le mouvement lycéen, répression qui va des sanctions disciplinaires aux agressions policières.

L’intersyndicale tiendra une 2ème conférence de presse à ce sujet le jeudi 26 novembre à 11h30 devant le rectorat lors du rassemblement de soutien envers une des collègues convoqués afin de médiatiser l’ensemble des pressions et sanctions qui s’abattent aujourd’hui sur nos élèves et collègues mobilisé·es, et de faire le point sur les audiences qui se seront tenues.

L’intersyndicale éducation de l’Isère appelle à :

- **participer au rassemblement en soutien à l’enseignante convoquée au rectorat jeudi 26 novembre à 10h (place Bir-Ha-**

keim, Grenoble)